



octobre novembre 2012

« Un communisme de nouvelle génération »
(Pierre Laurent)

Changer d'ère : la crise globale du monde capitaliste, patriarcal, néo-colonial, destructeur de l'environnement, nous impose d'être des communistes de nouvelle génération : plus maîtres de leur(s) parti(s) pris, de leurs choix politiques, de leurs différences, de leurs vies privées et publiques, et mieux informés sur les dangers que représente l'adversaire blessé. Rien ne nous sera donné, tout est à arracher ou à gagner pied à pied.

Pour cela il est déterminant d'intégrer les nouvelles forces qui aujourd'hui entrent dans notre parti et de leur donner les moyens de déployer en grand les capacités dont ils et elles peuvent le doter. En 2012 déjà 27 nouveaux communistes en Eure-et-Loir : quelle espérance si nous savons promouvoir les idées, les expériences les ambitions politiques de ces femmes et hommes qui sans a priori ni complexe se disent communistes !

Autant dire aussi qu'il devient décisif de renouveler amplement notre direction départementale pour mieux préparer le terrain des combats politiques qui nous attendent.

C.SIMON

La Lettre de la Fédé

d'Eure-et-Loir du Parti communiste français

COMMUNISTES, EN CONGRÈS

Notre parti réunira son **36^e congrès du 7 au 10 février 2012**. Et déjà beaucoup d'éléments de ce qui constituera la substance et le rayonnement de ce congrès « rock n' roll » (formule de P. Laurent) se mettent en place. Sous le titre *Il est grand temps de rallumer les étoiles*, le Conseil national sortant a proposé une base de discussion. D'autres textes peuvent être proposés jusqu'au 17 novembre (voir p4). Les communistes choisiront par vote les 14 et 15 décembre, entre les différents textes qui leur parviendront fin novembre, leur base commune de discussion. **Nos conférences de sections auront lieu en janvier, et notre congrès départemental le week-end du 3 février**. Il est donc temps que tous les communistes s'emparent des termes du débat dans une période politique complexe où un gouvernement se dit de gauche sans que sa politique économique et sociale soit vraiment de gauche ...

Pour un congrès ouvert sur la vie, des initiatives publiques nationales auront lieu le 24 novembre à Lille sur l'emploi, le 8 décembre à Marseille sur la République et la démocratie. Pourrions-nous en Eure-et-Loir imaginer une initiative de ce type, où les communistes enrichiraient leurs débats des échanges avec les militants et sympathisants du Front de gauche et tous ceux qui aujourd'hui refusent les politiques d'austérité, comme on l'a bien vu à Paris le 30 septembre dernier ?

Cela dit, l'essentiel pour l'heure est bien que tous les communistes se saisissent de cette période de débats approfondis et puissent y participer : dans leurs sections, dans les cellules qui subsistent, qui doivent se réunir pour élaborer leurs propres calendriers et modes de réunion.

Au niveau de notre fédération, le Conseil départemental qui se réunit le 15 novembre fixera précisément les lieu et heures du congrès, prendra les initiatives utiles pour un élargissement et un approfondissement des débats, et installera une commission des candidatures pour le renouvellement de ses instances.

D'ores et déjà, le site internet de la fédé est prêt à accueillir les contributions à ce débat, que notre journée de travail du 20 octobre à Courville a préparé à sa manière. Le 10 novembre, 8 nouveaux adhérents d'Eure-et-Loir ont participé Place du Colonel Fabien, siège du Conseil National, à la rencontre avec Pierre Laurent. Et des écoutes collectives peuvent être organisées pour les rendez-vous de Lille et Marseille...

Surtout, à l'heure où la droite est à l'offensive et fait sur plusieurs fronts reculer le gouvernement (TVA antisociale, droit de vote des étrangers, licenciements boursiers...), il faut que notre congrès se déroule au plus près des populations qui souffrent, des salariés qui craignent pour leur emploi, des chômeurs, des précaires, des jeunes, des usagers de services publics en danger.

ET, NOTEZ-LE DÈS MAINTENANT :

Repas dansant départemental
Samedi 26 janvier à partir de 19h30
salle des fêtes de Mainvilliers

La Vie de la Fédé

20 octobre à Courville de 10 à 17 heures : une journée d'étude départementale bien remplie

Evidemment on ne fait pas le tour des questions en une journée. L'objectif était de prendre le temps de se parler posément du fonctionnement de nos outils communistes en Eure-et-Loir, en espérant lever des obstacles ou des malentendus, trouver des pistes utiles, se donner des chantiers et objectifs crédibles. M. Castre a réalisé un compte rendu précis, qui sera disponible pour les prochaines AG de cellules ou sections et dont les lignes qui suivent sont une relecture plus synthétique.

Finances

Sur 413 adhérents en 2012, 177 cotisants (c'est peu) dont 72 par prélèvement automatique (c'est peu). Moyenne de cotisations : 29€ par cotisant et par an (c'est peu). Notre principale source de financement est le reversement de notre élue régionale. Nos charges de fonctionnement peuvent encore être examinées pour être réduites, ou plutôt réorientées vers plus d'efficacité politique. Il faudrait aussi redynamiser les finances des sections pour une activité plus près du terrain et plus transparente (cas des frais individuels de carburant pendant les campagnes, par exemple).

Liens entre l'adhérent et le parti

Problèmes d'information et d'intégration des nouveaux adhérents. Beaucoup de laissés pour compte ! Le problème des cotisants est lié à celui de la vie effective des cellules (ou autres) et sections. Manque (et demandes équivalentes) de formation des militants sur leur propre parti : projet, organisation, programme, moyens de communication... Manque de visibilité et de lisibilité de notre politique pour nos adhérents. Besoin de renouveler les instances, de rajeunir les responsables. Difficulté de manier plusieurs moyens de communication (courrier, internet, téléphone) à la fois. Attendue avec intérêt en décembre, la nouvelle carte !

Problèmes d'organisation

Des cellules qui ne se réunissent plus. D'autres qui se reconstituent et aspirent à recréer une section : Nogent et le Perche. Une seule section (Chartres aggro) qui fonctionne avec des cellules, mais ne trouve pas bien sa place entre fédé, collectifs de circonscription et cellules. Nécessité de réfléchir aux formes d'organisation pour être efficaces : dans les quartiers, les entreprises, la ruralité où le danger FN s'installe durablement. Besoin d'organisations stables et fiables, qui assurent une présence régulière du parti dans la population. Or il y a encore des « déserts militants » en Eure-et-Loir.

PCF et Front de gauche (sans doute pas assez creusé, au bout du compte)

4 campagnes électorales qui nous ont donné une bouffée d'oxygène. Besoin d'un PCF fort et d'un FdG fort : le PCF peut apporter cohérence programmatique. Les militants du FdG devraient (veulent souvent) cotiser : comment les organiser ? Sinon risque que le soufflet retombe en certains endroits. Or les nouveaux adhérents ont « adoré la campagne FdG ». Comment faire perdurer la dynamique ? Relancer la JC pour y contribuer ?

Municipales

.Démarrer sans tarder la réflexion sur cette perspective. Droite et FN travaillent déjà à une « revanche ». Les municipales doivent être un moyen de poursuivre et élargir la dynamique du FdG. Mais bien prendre en compte les spécificités des différents cas de figure, et travailler d'abord sur des contenus, des exigences qui puissent couper les appétits de la droite (Chartres et Dreux Métropoles, de vrais fiefs qui menacent la démocratie locale). Travailler sur des questions clef : emploi, logement, santé, mobilité, et empêcher d'opposer les pauvres entre eux.

Communication

Nous communiquons mal, et pas assez entre nous, entre sections, entre adhérents. Développer l'outil internet, en prenant garde à la fracture numérique (possibilité de stages à la fédé). Être plus rigoureux dans notre com' et plus sélectifs dans l'élaboration de nos messages. Mieux utiliser l'Huma entre nous aussi. Et travailler à des tracts plus « rentre dedans » !

Des communistes dans les débats et dans l'action

Le 19 octobre, pour préparer son intervention en Plénière du Conseil Régional le 25, Gisèle Quérité, conseillère régionale PCF-Front de gauche invitait à Chartres des responsables syndicaux agricoles et militants politiques et associatifs à débattre de la nouvelle PAC autour de Gérard Le Puill, journaliste honoraire à l'Huma et à la Terre, auteur du livre *Demain nous aurons faim*.

Rappelant que, ces dernières années, les spéculations financières ont déstabilisé les marchés, que les céréaliers ont profité de la PAC au détriment des producteurs de viande, G. Le Puill a montré que, si l'on veut nourrir 9 milliards d'hommes en 2050, les bouleversements climatiques doivent être rapidement stoppés, et remis en cause les critères ultralibéraux actuels. Il a esquissé les pistes qui pourraient permettre à l'agriculture française et européennes de sortir de l'état du néo-libéralisme. Le débat avec les représentants associatifs et syndicaux a été souvent très approfondi, hautement politique, avec cette déclinaison de *l'Humain d'abord* : faire respecter le travail bien fait.

Quelques extraits des interventions de Gisèle Quérité au Conseil Régional sur la Politique agricole commune

« L'autosuffisance alimentaire, la souveraineté alimentaire, et la santé publique doivent être abordées dans la dimension mondiale et la solidarité internationale, en prenant en compte le réchauffement climatique, les répercussions de la cherté des énergies, et la raréfaction des terres agricoles. Dans le monde c'est la même logique destructrice. L'expansion des monocultures, l'accaparement des terres, la déstabilisation des cultures vivrières provoquent hausse des prix, famine, exode rural et chômage.

La nouvelle PAC, qui est d'essence ultra libérale, va fragiliser encore plus l'agriculture française et entraîner la disparition de dizaine de milliers d'exploitations familiales dans notre pays, va accélérer la concentration des exploitations qui développeront une conception de plus en plus intensive de l'agriculture, fermera les portes de l'agriculture à de nombreux jeunes qui souhaitent s'installer.

Le démantèlement de la politique commune des marchés va désorganiser les marchés agricoles et faciliter les importations des pays tiers, notamment américains, cela met en danger l'indépendance agricole et alimentaire de l'Europe mais surtout de la France. La période actuelle appelle moins à de grands bouleversements qu'à une évolution profonde, conduite sur la durée avec une PAC qui sécurise les parcours professionnels au lieu des les précariser.

Quatre défis dans le débat politique sur le développement agricole :

- imposer que l'outil des aides publiques agricoles soit partagé au niveau mondial pour le développement des pays du Sud et des pays de l'Est pour leur permettre d'aboutir à une véritable souveraineté alimentaire;
- imposer le nombre d'actifs comme un indicateur obligatoire du modèle de production paysanne et familiale;
- imposer des prix rémunérateurs durables au travail agricole;
- et enfin soutenir la sécurité alimentaire (systèmes de santé cohérents, traçabilité et certification des produits, développement durable, environnement diversifié...) contre le mercantilisme, l'hégémonie et l'uniformisation des multinationales agro-pharmaceutiques. »

... et sur la crise du logement

« Ce ne sont pas seulement les personnes défavorisées qui rencontrent des difficultés pour se loger, mais de plus en plus des représentants des couches moyennes. La crise du logement résulte des politiques publiques libérales favorisant la spéculation immobilière conduisant à une pénurie de logements sociaux, à des vacances de logements dues à la cherté des loyers et des difficultés grandissantes pour l'accession à la propriété. Si les jeunes en représentent une figure emblématique, bien d'autres se trouvent dans une situation dramatique notamment les femmes seules avec enfants.

Le logement est un droit, comme la santé, l'éducation, et seul un grand service public à l'échelle nationale, peut répondre à l'ampleur des besoins, dans le respect de l'humain, de l'aménagement du territoire répondant au développement durable.

Nous sommes en manque de structures d'accueil, de foyers, dans notre Région

Sans intervention publique forte, l'habitat écologique risque de devenir un instrument d'injustice sociale et de clivage entre ceux qui auront les moyens d'avoir un mode de vie soucieux de l'environnement et le reste de la population qui s'enfoncera sous le poids de factures d'énergie de plus en plus lourdes à supporter et qu'on ne manquera pas de culpabiliser voire même de pousser à l'illégalité. »

... Enfin un vœu significatif sur les licenciements boursiers

Lors de la même plénière du Conseil Régional, un vœu contre les licenciements boursiers, co-signé par les groupes Front de gauche et EELV était mis au vote. Depuis la rentrée, les plans sociaux rythment notre quotidien, et la situation continue à se dégrader en Région : Doux, Ethicon, Sanofi... Autant d'entreprises qui font des bénéficiaires et licencient. Le vœu demandait donc au Parlement de voter en urgence un texte visant à interdire ces licenciements, et imposer aux entreprises qui ont reçu des aides publiques de rembourser lorsqu'elles mettent en œuvre ces licenciements : le Sénat avait voté sous Sarkozy un projet de loi en ce sens.

Mais le groupe socialiste à la Région a expliqué qu'il ne voterait pas ce vœu, parce qu'il faut aider le nouveau gouvernement. Sans commentaire.

Des communistes dans les débats et l'action

L. de la Raudière fait son cinéma !

Laure de la Raudière organisait, aux Enfants du Paradis, ce lundi 29 octobre, un débat intitulé : « Mariage pour tous et adoption : lançons le débat ! » Est-il besoin de rappeler que pour elle, malgré les apparences de dialogue, le débat semble réglé. Elle fait partie (comme l'ensemble des députés et sénateurs de notre beau département) des tout premiers signataires de « l'entente parlementaire pour la défense du droit fondamental de l'enfant d'être accueilli et de s'épanouir dans une famille composée d'un père et d'une mère ».

Ce débat réunissait à la tribune, un pédopsychiatre, une psychanalyste, le porte-parole de l'inter LGBT, et une juriste, le tout orchestré par Philippe Cavard (ex journaliste de l'Écho, aujourd'hui salarié au Conseil Général au poste de secrétaire du groupe majoritaire).

Que dire de cette soirée ? Certains (les psy) nous ont promis l'apocalypse, à grand coup de référence à mai 68, de confusion volontaire entre homosexualité, pédophilie, inceste, polygamie et j'en passe, de besoin d'un retour à l'ordre, le tout sous couvert de société et de santé psychique en danger...

N. Gougain (LGBT) a, quant à lui, replacé les enjeux politiques de ce débat : les mêmes droits pour tous, la sécurisation des familles homoparentales et de leurs enfants. Le projet de loi clairement annoncé dans les propositions de campagne de F. Hollande, fait l'objet, en ce moment même, d'un long débat à l'Assemblée Nationale.

Dans ce débat qui a réuni une centaine de personnes, des militants du Front de Gauche étaient présents pour redire leur attachement à ce projet de loi, rappelant la nécessité de faire évoluer les préjugés, le lien étroit avec le statut des femmes dans notre société et dénonçant des mensonges trop souvent entendus au détour d'une discussion (comme l'existence d'enfants illégaux dans notre pays).

Face à cette montée des bannières de « l'ordre établi », nous devons continuer d'exiger les changements de société permettant à tous, de trouver leur place, dans le respect des différences.

Céline Prier

Proposition de Loi : ouverture du mariage à tous les couples conséquences pratiques :

-pour les couples hétéros rien ne change.

-pour les couples homos, de nouveaux droits (aide sociale, réversion en cas de décès, sécurisation du logement en cas de décès, succession), et de nouveaux devoirs (communauté de vie, fidélité et assistance). Il faut rappeler que le projet de loi ne prévoit pas de présomption de filiation dans le cadre des couples homos. Ces couples devront alors procéder à une

Création en Eure et Loir du CAC28

Collectif pour un Audit Citoyen de la dette publique

Des organisations politiques (dont le PCF 28) syndicales et associatives mais aussi des citoyens ont créé un collectif dont le but est de développer des analyses alternatives, des débats dans la population et de mettre en œuvre des formes diverses d'éducation populaire sur cette question. De premières initiatives sont en cours d'élaboration (débat autour de films, soutien aux diverses luttes en cours, livre blanc de l'austérité et de ses conséquences dans les services publics distribution d'argumentaires ...) Les communistes sont à l'origine de sa création avec d'autres forces (MMF 28, FSU, Front de Gauche, Energies Citoyennes, Parti de Gauche ...) et d'autres forces les ont rejoints depuis dans le département. Les réunions ont lieu aux Abbayes Saint Brice les lundis soirs à 18h30 tous les 15 jours, la prochaine se tient le

Lundi 19 Novembre et elle est ouverte à tous !!!

Infos diverses

* « Pour une transition énergétique réussie », contribution du PCF au débat est disponible à la fédé pour 2€ sous la forme d'une plaquette de 46 pages

* une réunion de l'ADECRC est organisée le vendredi 23 novembre aux Abbayes St Brice

* la cérémonie en hommage à notre camarade René Perrouault, fusillé par les Allemands en décembre 1942 aura lieu dimanche 16 décembre à 10 h à Dammarie.

* les Amis de l'Huma organisent vendredi 7 décembre à 20 heures aux Enfants du Paradis une projection débat autour du film de Marcel Trillat « Rêver le Travail »

* notre camarade Fabien Lecomte de la section des Trois vallées nous demande de signaler qu'il est signataire pour le 36^e Congrès du texte alternatif intitulé « Renforcer le PCF, combattre l'austérité ».



18, rue St Brice 28000 Chartres
ouvert du lundi au vendredi
de 14 à 19 heures
particommuniste28@wanadoo.fr

visitez notre site internet
<http://28.pcf.fr>
et faites-en votre site en y
proposant vos contributions